Mutation d'un astronome adjoint/physicien adjoint ou d'un astronome/physicien

Textes de référence :

- **Loi n° 84-16 du 11 janvier 1984** portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État (article 60) ;
- **Décret n°86-434 du 12 mars 1986** portant statuts du corps des astronomes et physiciens et du corps des astronomes adjoints et physiciens (articles 19 et 31) ;

La mutation n'est pas ouverte aux astronomes adjoints et physiciens adjoints stagiaires.

1 Conditions

Les mutations des astronomes adjoints, des physiciens adjoints, des astronomes et des physiciens ne peuvent être prononcées que sur leur demande par décision du président ou directeur de l'établissement d'accueil, après avis de la section compétente du **Conseil national des astronomes et physiciens**. La mutation ne peut être prononcée en cas d'avis défavorable motivé du conseil d'administration de l'établissement ou du directeur de l'observatoire des sciences de l'univers.

Une fois la mutation validée par les instances compétentes, le Ministère chargé de l'enseignement supérieur et de la recherche demande le transfert de poste à la direction générale de l'enseignement supérieur et de l'insertion professionnelle (Dgésip). Quand le transfert effectué, l'établissement établit l'arrêté de mutation (cf. : modèle annexe 1).

S'ils ne justifient pas de trois ans de fonctions d'astronomes adjoints (ASAD), de physiciens adjoints (PHAD), d'astronomes (AST) et de physiciens (PHY) en position d'activité dans l'établissement où ils sont affectés, les astronomes adjoints, les physiciens adjoints, les astronomes et les physiciens ne peuvent déposer une demande de mutation qu'avec l'accord de leur chef d'établissement d'affectation, donné après avis favorable du conseil académique ou de l'organe compétent pour exercer les attributions mentionnées au IV de l'article L. 712-6-1 du code de l'éducation, siégeant en formation restreinte.

1

NB : Dans le cas où la mutation aboutit, l'établissement d'origine doit mettre fin au détachement/disponibilité et réintégrer l'enseignant-chercheur quand il est dans cette position au moment de sa mutation. L'établissement d'accueil établit à compter de la même date l'arrêté de mutation.

2 Pièces exigées

Dispositions communes :

- la déclaration de candidature du candidat ;
- la copie d'une pièce d'identité avec photographie ;
- un dossier scientifique donnant une présentation analytique des travaux, ouvrages, articles, réalisations et activités ;
- une attestation délivrée par le chef d'établissement dont relève le candidat permettant d'établir l'exercice de fonctions en position d'activité depuis trois ans à la date d'effet de la mutation ou l'accord du chef d'établissement dans le cas où cette condition de durée des fonctions n'est pas remplie ;

NB : Les documents administratifs en langue étrangère doivent être traduits en français.

③ Opérations à effectuer

Le candidat transmet sa demande à l'établissement d'accueil et d'origine afin d'obtenir leur avis.

En parallèle, la demande est transmise au Conseil national des astronomes et des physiciens (CNAP) pour avis.

④ Date d'effet

Conforme à la date mentionnée sur la demande de l'intéressé.

⑤ Acte à prendre

Arrêté de mutation de l'intéressé à prendre par le chef d'établissement de la nouvelle affectation.

En transmettre une copie :

- à l'établissement d'origine de l'agent, et s'assurer que ses services adressent en retour à l'établissement d'accueil le dossier de carrière de l'intéressé ;
- à la DGRH A2.

NB : Le ministère n'édictant pas d'avis d'affectation pour les mutations, il convient de prendre les arrêtés aussi rapidement que possible et de s'entendre avec l'établissement d'origine pour éviter tout risque d'interruption de traitement et faciliter les démarches du candidat consécutives à son changement d'affectation.

Cas de figure particuliers

2

- AST/PHY/ASAD/PHAD en délégation au moment de sa mutation :

La délégation est une forme d'accomplissement aménagé des obligations de services que l'université d'origine a acceptée. Le nouvel établissement d'affectation n'est pas tenu d'accepter les engagements de l'université d'origine, ni les termes de la convention signée avec l'organisme d'accueil.

Le chef de l'établissement d'accueil est en droit de dénoncer ces conditions d'exercice au motif de l'intérêt général. Mais il peut également accepter après consultation du CAC et rédaction d'une nouvelle convention.

Annexe 1 : arrêté-type de mutation ASAD/PHAD/AST/PHY

Imputation budgétaire

LA.LE PRÉSIDENT.E OU LA.LE DIRECTEUR.RICE,

- VU le code de l'éducation, notamment son article L. 951-3 ;
- VU le décret n°86-434 du 12 mars 1986 portant statuts du corps des astronomes et physiciens et du corps des astronomes adjoints et physiciens adjoints notamment ses articles 19 et 30 ;
- VU [le cas échéant, si moins de 3 ans] l'accord du chef d'établissement d'origine ;
- VU l'avis de la section compétente du CNAP
- VU l'avis des instances compétentes,

ARRÊTE

ARTICLE 1er.- À compter du _____, M/Mme _____, astronome [ou astronome adjoint], à l'observatoire [ou institut] de - université de _____, est muté.e, sur sa demande, à l'observatoire [ou institut] de - université de _____, sur l'emploi n° _____.

ARTICLE 2.- La.le directeur.rice général.e des services est chargé.e de l'exécution du présent arrêté.

Fait à _____, le _____

La.le président.e ou la.le directeur.rice d'établissement

Voies et délais de recours